

Communiqué de Presse

Concours 2004

Le compte n'y est pas : inadmissible !

Le SNES, le SNUipp, le SNEP, le SNESup (FSU), le SGEN-CFDT, le SE-UNSA, l'UNSEN-CGT, la FERC-sup CGT, le SNCL (FAEN), l'UNEF tiennent à dénoncer solennellement la politique actuelle de recrutement d'enseignants du ministère de l'éducation nationale et du gouvernement.

Ils condamnent la diminution brutale et injustifiée du nombre de postes mis aux concours du second degré et les insuffisances en postes pour le premier degré, contraires aux propres conclusions de l'audit ministériel de décembre 2002.

Ils s'inquiètent des conséquences d'une telle politique alors que des départs massifs à la retraite sont prévus d'ici 2010.

Ils mettent en garde le gouvernement sur le sens du message ainsi adressé aux milliers d'étudiants qui se sont engagés dans des études longues, des préparations exigeantes à des concours sélectifs.

Ils attirent son attention sur le désarroi et la colère légitimes que de telles décisions génèrent, à l'heure où une crise de recrutement d'enseignants qualifiés s'annonce.

C'est une dégradation concrète des conditions d'enseignement, des dispositifs de lutte contre l'échec scolaire qui est annoncée pour la prochaine rentrée. Ce sont 6 000 enseignants qui manqueront dans le second degré à la rentrée 2005. Cela va entraîner de nouveaux recours aux listes complémentaires, plaçant des milliers de professeurs d'école sur le terrain sans formation.

Ils appellent tous les étudiants, les formateurs, les enseignants à manifester devant les rectorats **le mercredi 4 février 2004 à 17h**, à rencontrer localement les représentants du ministère, à s'exprimer dans les médias pour montrer les conséquences de tels choix.

Les organisations soussignées demandent au gouvernement de revenir sur les décisions prises à l'égard du primaire et d'annoncer immédiatement pour le second degré un nombre de recrutements répondant aux besoins des collèges, des lycées et des lycées professionnels.

Paris, le 30 janvier 2004